

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	56	19

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : DGA / CV -
Syndicat Mixte Fermé de la Station
d'épuration de Cagnes sur Mer SYMISCA -
Modification substitution

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2019.178

Date de la convocation :
Le 12/11/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **28 NOV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 2 DEC. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 18 novembre 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 18 novembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de novembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAQUI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Christophe ETORE à Martine BONNEAU, Joseph VALETTE à René TRASTOUR, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Anne-Marie DUMONT à Nathalie DEPETRIS

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Yves DAHAN, Béatrice VIGNOLO, Barbara LANCE, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Patrice COLOMB-PONTOIRE, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale pour la République, dite loi NOTRe, a modifié l'article L.5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer la compétence « assainissement des eaux usées » à compter du 1^{er} janvier 2020, laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées.

A cette date, la C.A.S.A. se verra donc transférer cette compétence de plein droit par ses vingt-quatre (24) communes membres.

A ce titre, par délibération n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. s'est prononcé favorablement à ce transfert. Cette délibération a été transmise aux conseils municipaux des communes membres afin qu'ils se prononcent également à leur tour.

Conformément aux dispositions de l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T., à compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. sera substituée de plein droit à ses communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'« assainissement des eaux usées » et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale.

En application de l'article L.5711-3 du C.G.C.T., la C.A.S.A. disposera d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres avant le transfert de la compétence « assainissement des eaux usées ».

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de la C.A.S.A., pour chacun des syndicats concernés, de délibérer pour prendre acte de la mise en œuvre de ce mécanisme de représentation-substitution au 1^{er} janvier 2020 et pour désigner les délégués élus qui représenteront la C.A.S.A. au sein des comités syndicaux.

Le Syndicat Mixte fermé de la Station d'épuration de Cagnes-sur-Mer (ci-après le SY.M.I.S.C.A.) est compétent pour assurer la maîtrise d'ouvrage de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer, l'exploitation et la maintenance de la nouvelle station et de la station actuellement en cours d'exploitation et en matière d'auto surveillance des réseaux et études générales.

Le SY.M.I.S.C.A. est actuellement composé des communes de LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et SAINT PAUL DE VENCE membres de la C.A.S.A., qui disposent au total de 4 délégués titulaires et de 4 délégués suppléants siégeant au sein du Comité Syndical. Il est également composé de la Métropole Nice Côte d'Azur.

A compter du 1^{er} janvier 2020, la C.A.S.A. se substituera aux communes précitées et deviendra membre du SY.M.I.S.C.A.

Dans ces conditions, il appartient au Conseil Communautaire de désigner 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants appelés à siéger au sein du Comité Syndical du SY.M.I.S.C.A.

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi « NOTRe » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relative à la prise de compétence « assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 ;

Vu les statuts du SY.M.I.S.C.A. et notamment leur article 7.2.1 ;

Considérant que l'article 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite NOTRe prévoit que les communautés d'agglomération exerceront à titre obligatoire la compétence assainissement des eaux usées à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que l'article L.5216-7 IV du C.G.C.T. dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2020, les communautés d'agglomération se substitueront à leurs communes membres au sein des syndicats exerçant une compétence en matière d'« assainissement des eaux usées » et regroupant des communes appartenant à plusieurs établissements publics de coopération intercommunale ;

Considérant que l'article L.5711-3 du C.G.C.T. dispose que, dans cette hypothèse, la communauté d'agglomération nouvellement membre du syndicat dispose d'un nombre de délégués égal à celui dont disposaient ses communes membres ;

Considérant que le SY.M.I.S.C.A. est compétent pour assurer la maîtrise d'ouvrage de la Station d'épuration de Cagnes-sur-Mer, l'exploitation et la maintenance de la nouvelle station et de la station actuellement en cours d'exploitation et en matière d'auto surveillance des réseaux et études générales ;

Considérant que la C.A.S.A. se substituera de plein droit aux communes de LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et SAINT PAUL DE VENCE au sein du SY.M.I.S.C.A. au 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant que le Conseil communautaire doit prendre acte du fait que la C.A.S.A. sera membre du SY.M.I.S.C.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 en application du mécanisme de représentation-substitution précité ;

Considérant que le Conseil communautaire doit désigner 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants ;

Considérant les candidatures suivantes :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Jean-Bernard MION	Yves DURAND
2	Joseph LE CHAPELAIN	Jean-Pierre CAMILLA
3	Lionnel LUCA	Marie BENASSAYAG
4	Laurent COLLIN	René TORTO

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le conseil accepte à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera aux communes de LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et SAINT PAUL DE VENCE au sein du SY.M.I.S.C.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité syndical du SY.M.I.S.C.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Jean-Bernard MION	Yves DURAND
2	Joseph LE CHAPELAIN	Jean-Pierre CAMILLA
3	Lionnel LUCA	Marie BENASSAYAG
4	Laurent COLLIN	René TORTO

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- prendre acte du fait que la C.A.S.A. se substituera aux communes de LA COLLE SUR LOUP, VILLENEUVE LOUBET et SAINT PAUL DE VENCE au sein du SY.M.I.S.C.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 ;
- désigner les délégués suivants pour représenter la C.A.S.A. au sein du Comité syndical du SY.M.I.S.C.A. à compter du 1^{er} janvier 2020 :

	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	Jean-Bernard MION	Yves DURAND
2	Joseph LE CHAPELAIN	Jean-Pierre CAMILLA
3	Lionnel LUCA	Marie BENASSAYAG
4	Laurent COLLIN	René TORTO

- d'autoriser Monsieur le Président de la C.A.S.A. à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 18 novembre 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité
Section Intercommunalité
Affaire suivie par : V. DANIEL
☎ 04.93.72.29.29

Nice, le **19 AVR. 2013**

✉ valerie.daniel@alpes-maritimes.gouv.fr

**ARRÊTÉ PORTANT DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE
DU SYNDICAT MIXTE FERMÉ DE LA STATION
D'ÉPURATION DE CAGNES-SUR-MER**

Le Préfet des Alpes-Maritimes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-5 et L. 5711-1 et suivants ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux Libertés et Responsabilités Locales ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

.../...

VU les délibérations de la Métropole Nice Côte d'Azur et les communes de Villeneuve-Loubet, La Colle-sur-Loup et Saint-Paul-de-Vence qui demandent au préfet des Alpes-Maritimes de prendre l'arrêté de périmètre préalable à la création d'un syndicat mixte fermé en vue d'élaborer et de conduire un projet commun de traitement des eaux usées de leur territoire ;

VU la délibération de la commune Cagnes-sur-Mer, en date du 13 décembre 2012, reçue le 3 janvier 2013, émettant un avis favorable à l'implantation de la nouvelle station d'épuration sur son territoire ;

VU l'avis favorable délibéré le 15 avril 2013 par la Commission départementale de la coopération intercommunale, réunie en formation plénière;

SUR PROPOSITION DE M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

A R R Ê T E

Article 1er : Il est fixé un projet de périmètre préalable à la création d'un syndicat mixte dénommé « Syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer », formé entre la Métropole Nice Côte d'Azur et les communes de La Colle-sur-Loup, Saint-Paul-de-Vence et Villeneuve-Loubet.

Article 2 : Le projet de statuts du syndicat mixte est joint en annexe au présent arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le Directeur départemental des finances publiques, le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, les maires de La Colle-sur-Loup, Saint-Paul-de-Vence et Villeneuve-Loubet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL - C 3169



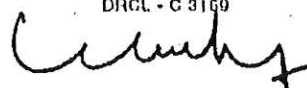
Gérard GAVORY

**SYNDICAT MIXTE FERMÉ DE LA STATION
D'ÉPURATION DE CAGNES-SUR-MER**

STATUTS

**VUS POUR ETRE ANNEXES
A MON ARRETE EN DATE DU
19 AVR. 2013**

*Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL - C 3169*



Gérard GAVORY

SOMMAIRE

1	COMPOSITION ET DÉNOMINATION	4
2	SIÈGE.....	4
3	OBJET.....	4
4	PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION.....	6
5	COMPÉTENCES QUE LE SYNDICAT EST HABILITÉ A EXERCER	6
5.1	Compétences exercées à titre principal.....	6
5.1.1	Maîtrise d'Ouvrage de la nouvelle station.....	6
5.1.2	Exploitation et maintenance de la nouvelle station.....	6
5.2	Activités exercées à titre accessoire à l'objet principal.....	6
6	DURÉE.....	6
7	ORGANISATION GÉNÉRALE	6
7.1	MODALITÉS DE RÉPARTITION DES SIÈGES.....	6
7.2	LE COMITE SYNDICAL.....	6
7.2.1	Composition du comité syndical et répartition des sièges.....	6
7.2.2	Attributions	6
7.2.3	Fonctionnement	7
7.2.4	Délibérations et quorum.....	7
7.2.4.1	Décisions ne relevant pas de modifications statutaires	7
7.2.4.2	Modifications statutaires	7
7.3	L'EXÉCUTIF SYNDICAL	8
7.3.1	Le Président.....	8
7.3.2	Le Bureau.....	8
7.3.3	Attributions	8
8	PROCÉDURE D'ADHÉSION DE NOUVEAUX MEMBRES ET DE RETRAIT DU SYNDICAT MIXTE.....	9
8.1	La procédure d'adhésion de nouveaux membres au Syndicat Mixte.....	9
8.2	La procédure de retrait du Syndicat Mixte.....	9
9	PROCÉDURE DE TRANSFERT DE COMPÉTENCES.....	10
10	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	10
10.1	RECEVEUR SYNDICAL.....	10
10.2	RESSOURCES DU SYNDICAT	10
10.2.1	Contribution des membres.....	10

6

10.2.2	Aulres ressources	11
11	MISE A DISPOSITION DU TERRAIN ASSIETTE DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION.....	12
12	CONSÉQUENCES PATRIMONIALES EN CAS DE RETRAIT.....	12
12.1	Les biens mis à disposition du Syndicat Mixte	12
12.2	Les biens acquis ou réalisés par le Syndicat	12
13	DISSOLUTION	12

6v

PROJET DE STATUTS SYNDICAT MIXTE FERME

En application des articles L. 5711-1 et des dispositions prévues aux chapitres Ier et II du titre Ier du livre II de la cinquième partie du Code général des collectivités territoriales, il est constitué entre les membres désignés à l'article 1 ci-après un Syndicat Mixte Fermé dont les statuts sont les suivants :

1 COMPOSITION ET DÉNOMINATION

Sont membres du Syndicat Mixte :

- la Métropole Nice Côte d'Azur ;
- la commune de Villeneuve-Loubet ;
- la commune de La Colle sur Loup ;
- la commune de Saint-Paul de Vence.

D'autres communes ou établissements publics de coopération intercommunale pourront à tout moment adhérer au Syndicat Mixte selon les modalités prévues à l'article 8.1 des présents statuts, pourvu qu'ils en respectent l'objet.

Le Syndicat Mixte est dénommé : « Syndicat Mixte Fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer ».

2 SIÈGE

Le siège du Syndicat Mixte est fixé à la Métropole Nice Côte d'Azur else 405 promenade des Anglais 06304 NICE cedex 4.

Il peut être transféré en tout autre lieu dans le respect des procédures en vigueur et en particulier au siège de la nouvelle station après achèvement des travaux.

3 OBJET

Le Syndicat Mixte a pour objet l'exercice des compétences définies à l'article 5 ci-après des présents statuts.

L'adhésion à ces compétences entraîne la compétence exclusive du Syndicat Mixte et la mise à disposition, au bénéfice du Syndicat Mixte, de la totalité des biens antérieurement affectés à l'exercice de ces compétences dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

4 PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Le périmètre d'intervention du Syndicat Mixte est défini par les limites territoriales de ses membres.

A titre accessoire, le Syndicat Mixte se réserve la possibilité d'intervenir en dehors de ce périmètre.

5 COMPÉTENCES QUE LE SYNDICAT EST HABILITÉ A EXERCER

Le Syndicat Mixte assure les missions suivantes:

5.1 Compétences exercées à titre principal

5.1.1 Maîtrise d'Ouvrage de la nouvelle station

Le Syndicat Mixte a en charge la Maîtrise d'Ouvrage de la nouvelle station d'épuration de Cagnes-sur-Mer de traitement des eaux et de valorisation de boues, des ouvrages de raccordement entre l'ancienne et la nouvelle station, des ouvrages de stockage et de rejets associés (émissaires notamment).

5.1.2 Exploitation et maintenance de la nouvelle station

Le Syndicat Mixte a en charge l'exploitation et la maintenance de la nouvelle station d'épuration de Cagnes-sur-Mer de traitement des eaux et de valorisation de boues, des ouvrages de raccordement entre l'ancienne et la nouvelle station, des ouvrages de stockage et de rejets associés (émissaires notamment).

5.2 Activités exercées à titre accessoire à l'objet principal

Le Syndicat Mixte peut mettre les moyens d'action dont il est doté à la disposition, sur leur demande, des membres et des personnes morales non membres, pour des activités constituant le complément normal de sa mission statutaire, d'intérêt général et revêtant un caractère d'utilité pour le Syndicat.

6 DURÉE

Le Syndicat Mixte est institué pour une durée illimitée. Il peut toutefois être dissous par application des dispositions de l'article 13 des présents statuts.

7 ORGANISATION GÉNÉRALE

7.1 MODALITÉS DE RÉPARTITION DES SIÈGES

La répartition des sièges se fonde sur les valeurs correspondant au prorata des eaux entrant dans la station en provenance de chacun des membres, à la création du Syndicat.

7.2 LE COMITE SYNDICAL

7.2.1 Composition du comité syndical et répartition des sièges

Le Syndicat Mixte est administré par un comité syndical composé de délégués désignés par les Collectivités et les groupements de collectivités adhérents à raison de :

- Métropole Nice Côte d'Azur : 6 délégués, 6 suppléants ;
- Commune de Villeneuve-Loubet : 2 délégués, 2 suppléants ;
- Commune de La Colle sur Loup : 1 délégué, 1 suppléant ;
- Commune de Saint-Paul de Vence : 1 délégué, 1 suppléant.

Les délégués et les suppléants au Comité syndical sont désignés en son sein par chacune des assemblées délibérantes des collectivités territoriales et groupements de collectivités adhérents.

7.2.2 Attributions

Le comité syndical est investi d'une fonction générale de gestion des activités objet de sa compétence au même titre que l'organe délibérant d'une commune conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Il peut déléguer à l'exécutif syndical visé à l'article 7.3 une partie de ses attributions à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire intervenues en application de l'article L. 1612-15 du Code général des collectivités territoriales ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat Mixte ;
- 5° De l'adhésion du Syndicat Mixte à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public.

62

7.2.3 Fonctionnement

Le comité syndical est présidé par le président.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président, premier élu.

Le comité syndical se réunit au moins une fois par semestre.

A cette fin, le président convoque les membres du comité syndical.

Le comité syndical se réunit au siège du Syndicat Mixte.

Le comité syndical peut également être convoqué à la demande d'une majorité des délégués.

7.2.4 Délibérations et quorum

7.2.4.1 Décisions ne relevant pas de modifications statutaires

Le comité syndical ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

A l'exception des hypothèses énumérées au point 7.2.4.2, les délibérations sont adoptées à la majorité simple des suffrages exprimés.

En cas d'impossibilité de délibérer valablement par défaut de quorum, une nouvelle réunion du comité est convoquée par le Président dans un délai d'au moins trois jours francs suivant la date de la première réunion.

Le comité peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

Lorsqu'il y a partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

En l'absence du membre titulaire, le membre suppléant a voix délibérative.

7.2.4.2 Modifications statutaires

Le comité syndical délibère sur les modifications statutaires autres que celles relatives aux transferts de nouvelles compétences, à l'adhésion et au retrait d'un membre prévus aux articles 8 et 9.

Les modifications statutaires doivent être approuvées par les deux tiers au moins des organes délibérants des membres représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des organes délibérants des membres représentant les deux tiers de la population.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification à l'exécutif de la délibération du comité syndical, pour se prononcer.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Dans l'hypothèse d'une modification substantielle en valeur absolue du prorata des eaux entrantes pour un ou plusieurs membres, les membres conviennent de se rencontrer.

7.3 L'EXÉCUTIF SYNDICAL

7.3.1 *Le Président*

Le Comité syndical élit en son sein un président et des vice-présidents.

Le président est l'organe exécutif du Syndicat Mixte.

Il prépare et exécute les délibérations du comité syndical.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat Mixte.

Il est seul chargé de l'administration du Syndicat, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres.

Il est le chef des services.

Il représente en Justice le Syndicat Mixte.

7.3.2 *Le Bureau*

Le bureau est composé du président, des vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le bureau est présidé par le président.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président, premier élu.

Le bureau ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres est présente.

7.3.3 *Attributions*

Le président, les vice-présidents et les membres ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du comité syndical à l'exception de celles énumérées à l'article 7.2.2, alinéa 2.

8 PROCÉDURE D'ADHÉSION DE NOUVEAUX MEMBRES ET DE RETRAIT DU SYNDICAT MIXTE

8.1 La procédure d'adhésion de nouveaux membres au Syndicat Mixte

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables, l'extension du périmètre peut être initiée :

- Soit à la demande des organes délibérants des collectivités nouvelles. La modification est alors subordonnée à l'accord du comité syndical;
- Soit sur l'initiative du représentant de l'État. La modification est alors subordonnée à l'accord du comité syndical et des organes délibérants dont l'admission est envisagée ;
- Soit sur l'initiative du comité syndical. La modification est alors subordonnée à l'accord du ou des organes délibérants dont l'admission est envisagée.

La décision d'extension doit être approuvée dans les conditions de majorité énoncées à l'article 7.2.4.2 des présents statuts, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-18-I du Code général des collectivités territoriales.

La décision d'extension est prise par le représentant de l'État dans le département.

8.2 La procédure de retrait du Syndicat Mixte

En dehors des cas spécifiques prévus par le Code général des collectivités territoriales, le retrait d'un membre est subordonné aux conditions de majorité telles qu'énoncées à l'article 7.2.4.2.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du comité syndical à la collectivité souhaitant se retirer pour se prononcer sur le retrait envisagé.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

La décision de retrait est prise par le représentant de l'État dans le département.

9 PROCÉDURE DE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales applicables, les membres du Syndicat Mixte peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par les présents statuts ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes du comité syndical et des membres dans les conditions de majorité telles qu'énoncées à l'article 7.2.4.2.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification à l'exécutif de la délibération du comité syndical, pour se prononcer sur les transferts proposés.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du représentant de l'État dans le département.

10 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

10.1 RECEVEUR SYNDICAL

Les fonctions de receveur syndical du Syndicat Mixte sont exercées par un comptable public désigné par le Trésorier Payeur Général du Département du siège du Syndicat.

10.2 RESSOURCES DU SYNDICAT

10.2.1 Contribution des membres

Les membres du Syndicat mixte s'engagent à verser la contribution financière nécessaire pour assurer la réalisation de l'objet syndical.

Chaque année, le montant de la contribution des membres, et les dates de ses versements, sont déterminés par le Comité Syndical lors du vote du budget primitif.

La répartition de la contribution entre les membres est établie la première année :

- 58 % pour la Métropole Nice Côte d'Azur ;
- 42 % pour les 3 autres communes. La répartition entre les trois communes est:
 - 27,9% pour la commune de Villeneuve-Loubet ;
 - 8,9% pour la commune de La Colle sur Loup ;
 - 5,2% pour la commune de Saint-Paul de Vence. .

A partir de la deuxième année, la répartition de la contribution entre les membres est établie selon le prorata des eaux en provenance de chacun d'entre eux pour l'année précédant celle au titre de laquelle le budget est élaboré. Ce prorata est calculé :

- entre Nice Côte d'Azur et les autres communes : à partir des données issues des compteurs sur réseau sur une année civile entière.
Les volumes ainsi utilisés pour le budget de l'année n seront ceux observés pour l'année n-1, données qui seront établies au 30 juin de l'année n. La contribution des membres de l'année n est calculée à partir des volumes de l'année n-2 et est ajustée lors d'une décision modificative avec les volumes de l'année n-1, lorsque ces derniers sont connus.
- puis, entre les trois communes : au prorata des volumes d'eau facturés aux usagers du service public d'assainissement sur une année civile entière découlant des rapports des gestionnaires de distribution d'eau.
Les volumes ainsi utilisés pour le budget de l'année n seront ceux découlant des rapports des gestionnaires de distribution d'eau pour l'année n-1, données qui seront établies au plus tard le 30 juin de l'année n.
La contribution des membres de l'année n est calculée à partir des volumes de l'année n-2 et est ajustée lors d'une décision modificative avec les volumes de l'année n-1, lorsque ces derniers sont connus.

Les garanties d'emprunts contractés par le Syndicat ou celles qui lui seront demandées, le cas échéant, se répartiront entre les membres en proportion de la répartition utilisée pour la contribution déterminée lors du vote du budget de l'année de l'octroi de la garantie.

10.2.2 Autres ressources

Le Syndicat Mixte dispose des ressources prévues par les lois en vigueur et énumérées par l'article L. 5212-19 du Code général des collectivités territoriales, à savoir notamment :

- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat, y compris la cession d'actifs ;
- Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions et primes de l'Union européenne, de l'État, de la région, du département, des communes, de l'Agence de l'eau et de tout autre organisme public ;
- Les produits des dons et legs ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- Les produits financiers et exceptionnels ;
- Le produit des emprunts.

11 MISE A DISPOSITION DU TERRAIN ASSIETTE DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION

La Métropole Nice Côte d'Azur met à disposition du Syndicat Mixte le terrain sis 8 avenue de la gare 06800 Cagnes-sur-Mer, dans les conditions prévues à l'article L1321-2 du Code général des collectivités territoriales.

12 CONSÉQUENCES PATRIMONIALES EN CAS DE RETRAIT

12.1 Les biens mis à disposition du Syndicat Mixte

Les dispositions du Code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Dans l'hypothèse d'un retrait de la Métropole Nice Côte d'Azur, les parties se rencontrent préalablement afin de convenir des modalités de mise à disposition au Syndicat Mixte du terrain sis 8 avenue de la gare 06800 Cagnes-sur-Mer, assiette de la nouvelle station d'épuration.

12.2 Les biens acquis ou réalisés par le Syndicat

Les dispositions du Code général des collectivités territoriales s'appliquent.

13 DISSOLUTION

Le Syndicat Mixte peut être dissout.

Le Code général des collectivités territoriales s'applique.

En cas de dissolution du Syndicat, son actif et son passif seront liquidés au profit et charge de chaque membre par accord unanime entre les membres.

PREFECTURE

AR du 27 décembre 2012

006-200030195-20121221-6701_1-DE

Fait à __, le __

Le Président de la Métropole Nice Côte d'Azur

Le Maire de Villeneuve-Loubet

Le Maire de La Colle sur Loup

Le Maire de Saint-Paul de Vence

4



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des affaires juridiques et de la légalité
Section intercommunalité
Affaire suivie par : Françoise Suzzoni
☐ 04.93.72.29.39
☐ francoise.suzzoni@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le

17 JUN. 2015

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION
DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE FERMÉ DE LA STATION
D'ÉPURATION DE CAGNES-SUR-MER

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-5 et L. 5711-1 et suivants ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 portant création du syndicat mixte dénommé « Syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer » ;

VU la délibération du comité syndical du SYMISCA du 15 janvier 2015 sollicitant une modification statutaire ;

VU les délibérations favorables :

- du Conseil municipal de Villeneuve-Loubet du 28 avril 2015
- du Conseil municipal de Saint-Paul-de-Vence du 4 mai 2015
- du Conseil municipal de La Colle-sur-Loup du 21 mai 2015

Qum



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Nice, le 20 JUIL. 2015

Section Intercommunalité

METROPOLE
NICE COTE D'AZUR
Bureau central du courrier

Le Préfet des Alpes-Maritimes

24 JUIL. 2015

à

ARRIVEE

Monsieur le Président du SYMISCA

Objet : notification de l'arrêté portant modification des statuts du syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté du 17 juillet 2015, portant modification des statuts syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer.

Cet arrêté a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Je vous en souhaite bonne réception.

Pour le Préfet,
l'Adjoint au Chef du Bureau
des Affaires Juridiques et de la Légalité
DRL C.3568


Benjamin GODET



ADRESSE POSTALE : 06286 NICE CEDEX 3 - ☎ 04 93 72 20 00
<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr>

SUR PROPOSITION DE M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRÊTE

Article 1er : les articles 5, 10 et 11 des statuts du syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer sont modifiés comme suit :

- L'article 5.1 « Compétences exercées à titre principal » est complété d'un article 5.1.3 intitulé « Autosurveillance des réseaux et études générales », rédigé de la manière suivante :

« Les systèmes de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et les stations d'épuration d'une agglomération d'assainissement doivent être dimensionnés, conçus, réalisés, réhabilités et exploités comme des ensembles techniques cohérents. Les règles de dimensionnement, de réhabilitation et d'exploitation doivent tenir compte des effets cumulés de ces ensembles sur le milieu récepteur. »

La Police de l'eau et l'Agence de l'eau ont fait connaître leur souhait de n'avoir qu'un seul interlocuteur privilégié au niveau de l'agglomération d'assainissement de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer.

En sa qualité de maître d'ouvrage et d'exploitant de la nouvelle station d'épuration de Cagnes-sur-Mer, des ouvrages de raccordement, de stockage et de rejets associés, le Syndicat assure ce rôle et facilite ainsi l'obtention des aides à l'investissement et des primes de bonne exploitation délivrées par l'Agence de l'eau.

En vue d'assurer la conformité légale et réglementaire de l'ensemble de l'agglomération d'assainissement, le Syndicat est en charge :

- *de la récupération de l'ensemble des données liées à l'autosurveillance produites par ses membres ;*
- *de la collecte des données liées à l'autosurveillance des points de contrôle dont il a la charge ;*
- *de l'équipement de l'ensemble du réseau d'un dispositif d'autosurveillance complet, permettant la collecte directe par le Syndicat de l'ensemble des données relatives à l'agglomération d'assainissement.*

Le Syndicat procède à une analyse de ces données en vue de connaître et d'améliorer les performances du système d'assainissement.

Il lui appartient d'établir tout rapport, y compris les rapports réglementaires, concernant l'agglomération d'assainissement.

Le Syndicat est compétent pour réaliser toute étude générale sur l'agglomération d'assainissement et pour élaborer le schéma directeur de l'assainissement qui précisera :

- o *les opérations à mettre en œuvre pour améliorer les performances du service à l'échelle de l'agglomération d'assainissement et notamment, leur niveau de priorité et d'urgence ;*
- o *Les modalités de réalisation des travaux jugés nécessaires à l'échelle de l'agglomération d'assainissement et leur répartition entre les différents acteurs de l'assainissement (le Syndicat, le syndicat intercommunal d'assainissement la Colle-sur-Loup/Villeneuve-Loubet/Saint-Paul de Vence/Roquefort-les-Pins et chacun des membres du Syndicat)*

Le Syndicat est compétent pour être maître d'ouvrage des travaux identifiés par le schéma directeur de l'assainissement comme devant être portés par le SYMISCA ».

- Le texte de l'article 10.2.1 « Contributions des membres » est supprimé et remplacé par l'article 10.2.1 suivant :

« Les membres du Syndicat s'engagent à verser la contribution financière nécessaire pour assurer la réalisation de l'objet syndical.

Cette contribution sera calculée sur la base du budget prévisionnel établi par le Syndicat et répartie entre les membres dans les conditions exposées ci-après.

Les garanties d'emprunts contractés par le Syndicat ou celles qui lui seront demandées, le cas échéant, se répartiront entre les membres au prorata de leur contribution.

Chaque année, le montant de la contribution de chaque membre et les dates de leurs versements, seront déterminés par le comité syndical lors du vote du budget primitif.

a) Détermination de la contribution à compter de l'adoption de la présente modification et jusqu'à la mise en place d'un dispositif de comptage efficient :

Jusqu'à la mise en place d'un dispositif de comptage efficient, le montant de la contribution annuelle de chaque membre sera déterminé sur la base du montant total de la contribution financière due par les membres au Syndicat et réparti entre les membres au prorata des volumes d'eau facturés aux usagers du service public d'assainissement de chaque membre sur une année civile entière.

Les volumes ainsi utilisés pour le budget de l'année n seront ceux facturés au titre de l'année n-1, données qui seront transmises au Syndicat par ses membres au plus tard le 30 juin de l'année n.

La contribution des membres de l'année n est calculée à partir des volumes de l'année n-2 puis ajustée lors d'une décision modificative avec les volumes de l'année n-1, lorsque ces derniers sont connus.

b) Détermination de la contribution à compter de la mise en place d'un dispositif de comptage efficient acté par délibération du comité syndical :

Un dispositif de comptage permettant de mesurer avec précision les volumes d'eau entrant dans la station de Cagnes-sur-Mer est en cours d'élaboration par le Syndicat.

La mise en place de ce dispositif de comptage fera l'objet d'une délibération du comité syndical actant du caractère opérationnel du dispositif. La délibération précisera les modalités en application desquelles seront réalisées les mesures.

A compter du 1er janvier de l'année civile qui suivra la date de cette délibération, le montant de la contribution annuelle de chaque membre sera déterminé sur la base du montant total de la contribution financière due par les membres au Syndicat et réparti entre les membres au prorata des eaux en provenance de chacun d'entre eux.

Ce prorata sera établi à partir des volumes issus du dispositif de comptage sur une année civile entière, étant précisé que les volumes retenus pour le calcul des contributions ne pourront en tout état de cause être inférieurs aux volumes facturés aux usagers du service public de l'assainissement.

Les volumes utilisés pour l'établissement du budget prévisionnel de l'année n sont les volumes de l'année n-1.

Les volumes utilisés pour la détermination du montant de la contribution des membres pour l'année n sont les volumes de l'année n-2, ajustés le cas échéant lors d'une décision modificative avec les volumes de l'année n-1, lorsque ces derniers sont connus.

Pour la première année de mise en œuvre du dispositif de comptage, les volumes utilisés pour la détermination du montant de la contribution des membres pour l'année n sont les volumes de l'année n-1 connus à la date d'élaboration du budget prévisionnel n, ajustés le cas échéant

lors d'une décision modificative avec les volumes totaux de l'année n-1, lorsque ces derniers seront totalement connus.

Les données seront transmises au Syndicat par ses membres au plus tard le 30 juin de l'année n ».

- L'article 11 des statuts « Mise à disposition du terrain assiette de la nouvelle station d'épuration » est supprimé et remplacé par l'article 11 suivant :

*« Article 11 – Terrain assiette de la nouvelle station d'épuration
Le Syndicat procédera à l'acquisition en pleine propriété du terrain assiette de la nouvelle station d'épuration, libre de toute occupation ».*

Article 2 : Les autres dispositions des statuts sont inchangées.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le Directeur départemental des finances publiques et le Président de syndicat mixte fermé de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
DRCL-C 3742

Frédéric MAC KAIN



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Section Intercommunalité
Affaire suivie par : B. Godet

☎ 04.93.72.29.32

✉ benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le - 7 JUIL. 2017

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le président du syndicat mixte
de la station d'épuration de Cagnes-sur-
Mer

Objet : modification statutaire

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté de ce jour portant modification des statuts du syndicat mixte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer.

Cet arrêté a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Je vous en souhaite bonne réception.

LE SOUS-PRÉFET
SAI D 38-1


Philippe CASTANET





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales

Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Section Intercommunalité
Affaire suivie par : B. Godet

☎ 04.93.72.29.32

✉ benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le - 7 JUIL. 2017

ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE LA STATION D'ÉPURATION DE CAGNES-SUR-MER

Le préfet des Alpes-Maritimes

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la délibération n° 06/2017 du comité syndical du syndicat mixte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer du 20 mars 2017 approuvant la modification des statuts du syndicat;

VU l'accord des membres du syndicat ;

SUR PROPOSITION du sous-préfet de Grasse ;

ARRÊTE

Article 1er : L'article 5.1.2 des statuts du syndicat mixte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer est modifié comme suit :

« Article 5.1.2 – *Exploitation et maintenance* :

– de la nouvelle station :

Le syndicat a en charge l'exploitation et la maintenance de la nouvelle station d'épuration de traitement des eaux et de valorisation des boues, des ouvrages de raccordement entre l'ancienne et la nouvelle station, des ouvrages de stockage et de rejets associés (émissaires notamment) ;

– de la station actuellement en exploitation :

À compter de l'expiration normale du contrat d'exploitation portant sur l'actuelle station d'épuration de traitement des eaux et de valorisation des boues, le Syndicat a en charge la gestion et l'exploitation de cette dernière (y compris ses annexes : raccordements et émissaire en mer), jusqu'à sa démolition qui interviendra après une période de fonctionnement en concomitance avec la nouvelle station. »

Les autres stipulations statutaires demeurent sans changement.

Article 2 : Le sous-préfet de Grasse et le président du syndicat mixte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LE SOUS-PRÉFET
SAI D 384

Philippe CASTANET

RAPPORT 12 – SYMISCA

Liste des propositions

	Commune	Candidats titulaires	Candidats suppléants
1	LA COLLE-SUR-LOUP	Jean-Bernard MION	Yves DURAND
2	SAINT-PAUL DE VENCE	Joseph LE CHAPELAIN	Jean-Pierre CAMILLA
3	VILLENEUVE-LOUBET	Lionnel LUCA	Marie BENASSAYAG
4	VILLENEUVE-LOUBET	Laurent COLLIN	René TORTO

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 18/11/2019
Numéro : CC_2019_178
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat Mixte Fermé de la Station d'épuration de Cagnes sur Mer SYMISCA - Modification substitution
Matière : 5.3 - Designation de représentants

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : UGfz0UP

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 02/12/2019
Identifiant : 006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE

Acte reçu

Date : 18/11/2019
Numéro interne : CC_2019_178
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Syndicat Mixte Fermé de la Station d'épuration de Cagnes sur Mer SYMISCA - Modification substitution
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20191118-CC_2019_178-DE-1-1_5.PDF

N